

Il a dit

«Certaines personnes n'aiment pas endosser la responsabilité de leur propre m...»

Travis Kalanick
Patron fondateur d'Uber



Le chiffre

35,89

Tel a été le bénéfice de la compagnie aérienne TAP Portugal, en millions de francs, au terme de l'exercice écoulé.

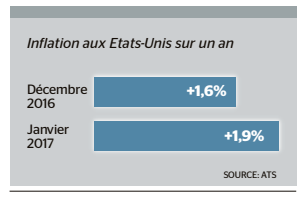
Vaud

Une enseigne en ligne choisit Renens
Le spécialiste du commerce en ligne «Brack.ch», contrôlé par le distributeur lucerno-argovien Competec, ouvrira en avril une succursale à Renens, dans les locaux du revendeur PCTop.

Etats-Unis

Retour de l'inflation

La Banque centrale états-unienne se félicite du retour d'un taux d'inflation proche de sa cible de 2%. Tendence similaire en zone euro.



Conjoncture

Les principales inquiétudes des entreprises genevoises

Chiffres en %, par branche d'activité

	Forte inquiétude										Faible inquiétude										
	TOTAL	Tourisme, hôtellerie, restauration	Bâtiment, construction	Chimie, pharmacie	Commerces	Horlogerie, bijouterie	Immobilier	Industrie	Négoce international	Transports et logistique	TOTAL	Tourisme, hôtellerie, restauration	Bâtiment, construction	Chimie, pharmacie	Commerces	Horlogerie, bijouterie	Immobilier	Industrie	Négoce international	Transports et logistique	
Situation économique générale	65	69	65	67	83	94	62	62	42	67	35	31	35	33	17	6	38	38	58	58	33
Concurrence	46	62	74	33	53	19	38	54	42	57	54	38	26	67	86	81	62	46	58	58	43
Recherche de nouveaux clients	37	46	27	17	23	31	26	15	0	38	63	54	73	83	77	69	62	85	100	100	62
Niveau du franc suisse	22	35	9	33	43	50	12	69	42	33	78	65	91	67	57	50	88	31	58	58	67
Excès de réglementations	20	12	12	17	10	6	38	8	42	43	80	88	91	67	77	94	62	92	58	58	57
Difficulté à recruter	13	12	12	0	7	0	18	8	0	19	87	88	89	100	93	100	82	92	100	100	81
Manque de liquidités	12	8	12	0	10	19	3	15	0	5	88	92	88	100	90	81	97	85	100	100	95
Imposition des entreprises	11	8	12	0	10	13	18	15	50	0	89	92	88	100	90	87	82	85	50	100	95
Paiement des débiteurs	10	8	12	33	3	13	6	0	0	10	90	92	88	67	97	87	94	85	100	100	85
Obtention de crédits bancaires	8	8	6	0	7	0	21	0	8	5	92	92	91	100	93	94	79	85	100	100	95
Développement d'une clientèle à l'étranger	7	0	3	17	7	13	3	23	0	5	93	100	97	83	93	87	97	85	100	100	95
Limitation de l'immigration	5	8	2	0	0	13	9	8	0	0	94	100	97	100	100	87	94	85	100	100	95
Prix des matières premières	5	15	3	67	3	19	3	8	33	5	95	85	97	33	97	81	97	85	67	100	95
Evolution des charges sociales	4	8	8	17	7	0	0	0	0	0	96	85	97	83	93	87	97	85	100	100	95

G. LAPLACE. SOURCE: CCI-G.

Fêtes, franc fort, les patrons sont inquiets

La version sobre des festivités estivales ne plaît guère dans l'hôtellerie, alors que l'économie du canton inquiète

Richard Etienne

Les Fêtes de Genève n'ont pas fini de faire couler de l'encre. Deux jours après la présentation de la nouvelle formule de celles-ci, plus sobre, les hôteliers et les restaurateurs ont exprimé leur point de vue, lors de la présentation d'une étude conjoncturelle de la **Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCI-G)**. «Nous avons besoin de Fêtes de Genève les plus généreuses possible. Le canton manque d'animations», a lâché Thierry Lavalley, président de la Société des hôteliers de Genève. «Je regrette les Pré-Fêtes, qui permettaient aux quais d'être animés durant un mois et demi l'été. Il ne se passe plus rien en juillet. Pour faire travailler les hôteliers, on a besoin de visiteurs.»

Franc fort et concurrence

La situation est tendue: avec 9500 chambres pour 500 000 habitants, le bout du lac aurait le plus haut ratio au monde de chambres par habitant toutes catégories d'étoiles confondues.

«Genève est une enclave. Le canton manque de festivals», a enchaîné Frédéric Gisiger, patron de la Brasserie Lipp. Le canton possède 3200 restaurants, soit autant qu'un bassin de trois millions de

«Genève est une enclave. Le canton manque de festivals»



Frédéric Gisiger
Patron de la Brasserie Lipp

«Nous avons besoin de Fêtes de Genève les plus généreuses possible. Le canton manque d'animations»



Thierry Lavalley
Président de la Société des hôteliers de Genève

personnes. Pas moins de 600 cafés, restaurants ou buvettes changent de propriétaire chaque année à Genève. «Il ne faut pas se croquer», prévient Pierre Poncelet, président de la **CCI-G**, qui évoque les temps du corso fleuri, «cette manifestation qui animait Genève l'été», jadis.

Ces cris d'alarme, ces patrons qui défendent leur branche - les lancent alors que d'autres signaux les tracent. «Ma première inquiétude: le franc fort. Le secteur n'est pas remis de la levée du cours plancher de l'euro par la Banque nationale suisse (BNS) en janvier 2015», indique Thierry Lavalley. Les coûts élevés - «Nous avons les femmes de chambre les plus chères du monde», dit-il -, le manque de sécurité, les difficultés à engager de la main-d'œuvre qualifiée et le rejet de RIE III le préoccupent aussi. «L'hôtelier genevois qui est capable de faire les mêmes chiffres d'une année à l'autre est un hôtelier heureux», estime-t-il.

Les autres secteurs de l'économie genevoise craignent moins le franc fort, selon la **CCI-G**. La conjoncture globale, la concurrence et la recherche de nouveaux clients tracent davantage dans les milieux horlogers et parmi les commerçants. Mais aussi dans l'immobilier, la logistique, la chimie et la construction. Seule l'industrie classe le franc fort au premier rang de ses préoccupations.

L'année 2016 a été «meilleure» que 2015, «même si elle n'a pas répondu aux attentes de tous». La confiance pour 2017 est «très présente mais marquée par une inquiétude quant à la situation économique générale et la concurrence», indique la **CCI-G**. Si trois

quarts des entreprises sondées dans son enquête s'attendaient à une hausse de leur volume d'affaires en 2015, elles n'ont au final été que 60% à le constater. Idem sur le terrain de la rentabilité: les patrons escomptaient des résultats meilleurs que ceux qu'ils ont obtenus.

Perspectives moroses

Deux autres indicateurs confirment ces résultats mitigés. L'Office cantonal de la statistique (Ocsat) note qu'en février la marche des affaires pour les entreprises genevoises ne s'est pas améliorée. Tant dans l'industrie que dans les services financiers, le commerce de détail ou la construction, on estime que la situation des affaires est mauvaise, insatisfaisante et qu'elle se détériore. Les perspectives dans ces secteurs pourraient s'éclaircir à moyen terme, selon l'Ocsat.

A l'échelon national, les indicateurs de l'emploi montrent aussi une stagnation. Le nombre de places de travail en Suisse a progressé de 0,3% au quatrième trimestre, sur un an. Selon le directeur de la **CCI-G**, Jacques Jeannerat, le canton a su résister aux multiples crises internationales ces dernières décennies, car son économie repose sur plusieurs secteurs forts, contrairement à de nombreuses villes de la même taille: «Sochaux et Saint-Etienne se caractérisent par une monoculture économique: la première citée dépend de Peugeot, la seconde de Michelin. Genève peut compter sur une place financière de haut rang, l'horlogerie, le négoce, les arômes et les parfums. Des branches qu'il faut chérir.»

«La négociation de ces traités reste très opaque»

La Wallonie est devenue le petit caillou dans les rouages des grands traités. Pour son chef de l'Exécutif, le combat continue

L'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada - CETA en anglais - a été approuvé il y a dix jours par le Parlement européen. Prévu pour entrer en vigueur le 1er avril, il fait encore face à une opposition farouche. En France, Nicolas Hulot, président de la fondation portant son nom, a déposé mercredi au Conseil constitutionnel un mémoire jugeant le traité contraire à plusieurs droits fondamentaux.

L'opposition farouche de la Wallonie et de son ministre-président socialiste, Paul Magnette, en avait bloqué l'adoption pendant plusieurs semaines l'automne dernier. De passage à Genève il y a quelques jours, à l'occasion d'un débat public organisé à l'Université, Paul Magnette explique pourquoi la façon dont ces traités sont négociés apparaît comme un déni de démocratie en Europe.

L'adoption du CETA signifie-t-elle que les exigences posées par la Wallonie ont été satisfaites?

Oui, nous avons obtenu une série d'amendements à ce texte: refus d'importer des OGM ou protection des secteurs sinistrés de la concurrence des importations, par exemple. De même, si un Etat vient à renforcer sa législation sociale, il ne pourra être condamné à indemniser une multinationale qui l'attaque - comme cela a failli être le cas pour l'Australie avec Philip Morris. La signature du traité CETA implique sa mise en œuvre provisoire. Mais ce n'est en rien la fin du processus. D'une part, cet accord devra être ratifié par chacun des parlements nationaux. D'autre part, son chapitre sur la protection des investissements - sa partie la plus complexe - a été exclu de ce traité provisoire. Et doit donc être discuté.

Cette partie en suspens intègre l'une de vos cibles principales - l'appel à des tribunaux privés pour régler les contentieux. Tout reste à faire?

Non, car nos conditions ont été reprises par une déclaration conjointe des pays membres de l'Union européenne: ces arbitrages, rendus par des avocats privés, devront être remplacés par de vraies juridictions publiques.



Paul Magnette
Socialiste opposé au CETA

Dans votre «déclaration de Namur», vous soulignez que la façon dont l'Europe a négocié ce traité est antidémocratique. N'est-ce pas cette même critique qui nourrit les nationalistes?

Nous maintenons que ces négociations se font dans l'opacité la plus totale, ce qui permet aux multinationales d'y avoir infiniment plus d'influence. Cependant, cette critique du fonctionnement de l'Europe ne signifie en rien que nous sommes antieuropéens; bien au contraire. Cette déclaration vise précisément à susciter le débat, à ne pas accepter toutes les politiques européennes. A ne pas accepter la façon dont les institutions ont imposé leurs certitudes dans ce processus. Une telle attitude, nocive, ne peut que renforcer le ressentiment à leur encontre.

Existe-t-il une méthode alternative pour négocier des traités aussi complexes?

Oui, il y a d'autres procédures, inspirées, par exemple, de celles mises en place pour négocier les accords internationaux sur le climat durant les conférences dites de la COP21 et de la COP22. Ces accords sont discutés de manière transparente, impliquant ONG et représentants de la société civile.

Richard Etienne

Les Suisses achètent de plus en plus en ligne

Les recettes globales des détaillants suisses ont diminué l'an dernier, mais augmenté sur la Toile

Les Suisses sont toujours plus adeptes des achats en ligne et à distance. Ce mode d'achat a généré l'an dernier 7,8 milliards de francs de revenus, soit une hausse de 8,3% par rapport à 2015. L'électronique domestique et la mode constituent les principaux moteurs de cette tendance. Et de l'augmentation du tourisme d'achat.

Depuis l'abandon du taux plancher de l'euro par rapport au franc par la Banque nationale suisse, le 15 janvier 2015, le com-

merce de détail suisse souffre des baisses de prix et des achats transfrontaliers. En 2016, le chiffre d'affaires global s'est replié pour la deuxième année consécutive, de 1,7%, à 93,9 milliards de francs, selon l'institut de recherche conjoncturelle nrdwaldien GfK Switzerland AG.

Or, les recettes du commerce en ligne continuent pour leur part de progresser, comme le démontre la dernière enquête réalisée par l'Association suisse de vente à distance et l'institut GfK. Le changement de comportement des consommateurs se voit surtout dans le segment non alimentaire. **PRK avec ATIS**